



Dossier | Cinq questions posées aux partis

Quelles priorités en matière d'enseignement ?

DÉBAGORA ET EN ROUTE POUR L'EUROPE

Des outils pour préparer les jeunes à **construire leur vote électoral**



Les priorités des partis politiques



Préparer les jeunes au vote électoral



Concours : La tour de Babel

ÉDITO**3**

La rigueur, un bien commun ?

AU SEGEC**4**

Le numérique comme outil complémentaire de soutien, pour apprendre différemment

LACTU**5**

FWB : une fin de législature agitée

DOSSIER**6**

Cinq questions posées aux partis pour y voir plus clair sur leurs priorités en matière d'enseignement

CAS D'ÉCOLE**14**

Le « Soutien aux comportements positifs » : une méthode pour travailler l'éducation à la citoyenneté et le vivre ensemble

OUTILS**15**

Des outils pour préparer les jeunes à construire leur vote électoral

CAS D'ÉCOLE**16**

Move INDBE : à Braine-le-Comte, on forme des CRACS

OUTILS**17**

Le journal de classe : un outil pour les élèves du maternel jusqu'en secondaire

MÉMOIRE D'ÉCOLE**18**

Saint-François II à Velaine-sur-Sambre : 100 ans et des projets dans les cartons

AU SEGEC**19**

Colloque « *L'école et le droit* » : un aperçu des questions juridiques qui se posent dans les écoles

CONFIDENCES**20**

Charline Maton : « *Un bon prof est dans l'action pour susciter la motivation et sait accompagner le mouvement* »

LIVRES**22**

"*La tour de Babel*" : Kokopello nous aide à mettre de l'ordre dans le "bazar" européen

- *L'alphabet simplifié*
- *Au-delà de nos pensées*
- *Le garçon qui voulait être un chat*

BONS PLANS**24****AU SEGEC****26**

Une parenthèse (in)attendue

À L'ÉTUDE**27**

Un regard philosophique sur l'éducation scolaire à la citoyenneté

HUMOUR**28**

Intercours, la BD de Jacques Louis

entrées libres

Mai 2024 / N°189 / 18^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.
www.entrees-libres.be

redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable

Arnaud Michel (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Rédaction

Déborah Buekenhoudt Arnaud Michel
Gabriela Dans Gérald Vanbellinghen
Victoria Magnette

Secrétariat et abonnements

Déborah Buekenhoudt : 02 256 70 55

Création graphique

PAF!

Mise en page et illustrations

Catherine Joutet

Membres du comité de rédaction

Déborah Buekenhoudt Pierre Henry
Frédéric Coché Catherine Joutet
Gabriela Dans Oleg Lebedev
Luc De Wael Marie-Noëlle Lovenfosse
Étienne Descamps Victoria Magnette
Alain Desmons Arnaud Michel
Edith Devel François Tollet
Hélène Genevois Gérald Vanbellinghen
Fabrice Glogowski Stéphane Vanoirbeck

Publicité

02 256 70 55

Impression

Imprimerie SNEL

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Retrouvez les nouvelles versions du projet éducatif de nos écoles, Mission de l'école chrétienne, pour l'enseignement obligatoire et non-obligatoire via <https://bit.ly/3Qgsnas>





Étienne MICHEL
Secrétaire général du SeGEC
 Le 26 avril 2024

La rigueur, un bien commun ?

Le dernier bulletin des Amitiés dominicaines publie un ensemble de contributions sur le thème du bien commun. Comme l'affirme J-P Biname en introduction du document, en période d'élections, il est utile de s'attarder sur ce concept fondamental mais parfois ardu à expliquer. En effet, à l'heure où les simplismes de gauche comme de droite alimentent volontiers la tentation du populisme, il est pertinent de s'interroger sur quelques concepts et sur leur rapport avec le bien commun. Parmi eux, à titre d'exemple, celui de la rigueur.

Dans le registre de la pédagogie et de l'éducation, la question la plus importante est évidemment de se demander comment conduire chaque élève ou chaque étudiant au maximum de ses possibilités. La rigueur est alors de tenir ensemble les principes de bienveillance et d'exigence, la bienveillance pour montrer qu'un chemin de progression est toujours possible et l'exigence pour rappeler les attentes légitimes de la société.

Un autre domaine où la notion de rigueur fait débat est celui des politiques budgétaires. Peut-on affirmer, comme certains semblent le penser, que l'austérité budgétaire serait réactionnaire alors que la prédilection pour les déficits serait le signe d'une politique progressiste ? Est-il par exemple si incongru de rappeler que les déficits d'aujourd'hui font gonfler la dette de demain ainsi que les charges d'intérêt qui devront être financées après-demain au simple titre du « *service de la dette* » ? Si aucune disposition n'est prise, avec un déficit annuel actuel de l'ordre d'un milliard d'euros, la Fédération Wallonie-Bruxelles verra son stock de dettes augmenter rapidement au cours des prochaines années et elle devra alors, au fil du temps, consacrer une part de plus en plus importante de ses recettes pour financer des charges d'intérêt au détriment des fonctions collectives tellement nécessaires au bien

commun : l'enseignement, la culture, l'aide à la jeunesse, etc. Dans ce processus, la fonction redistributrice de l'impôt s'affaiblit aussi progressivement au bénéfice des détenteurs des titres de la dette et au détriment des bénéficiaires premiers des fonctions collectives. Le manque de rigueur budgétaire peut aussi traduire un manque de solidarité lorsqu'il contribue à reporter la charge des dépenses d'une génération sur celles qui la suivront.

La politique elle-même trouve à se confronter à la rigueur conçue comme bien commun. En effet, si la politique constitue par nature un champ de conflits et un espace d'expression de divergences d'intérêts et de points de vue, elle nécessite d'autant plus le respect d'un certain nombre de règles explicites et implicites pour pouvoir conduire à un mode de gouvernement soutenable. Parmi ces règles figurent le respect des accords conclus et de la parole donnée qui fondent la possibilité d'un rapport de confiance entre des partenaires de sensibilités différentes. Négocier des compromis, pouvoir en expliquer la nécessité, et les (faire) respecter, telle est l'essence des gouvernements de coalition tels qu'on les connaît en Belgique. On a pu voir ces dernières semaines au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles que lorsque ces règles ne sont plus respectées, le politique se condamne lui-même au risque de l'impuissance et à l'incapacité d'exercer la fonction qui est la sienne. La saga relative au décret Paysage a illustré ce phénomène de manière exemplaire. Il a par ailleurs fallu l'intervention déterminée du Ministre-Président Jeholet pour dégager tout de même – et dans les temps voulus – un nécessaire compromis pour le rééquilibrage du « *plan d'investissement exceptionnel* » pour les bâtiments scolaires. Cette décision permettra à l'enseignement subventionné de ne plus être confronté pour les vagues à venir aux mêmes déséquilibres que pour la vague 1. ■

Le numérique comme outil complémentaire de soutien, pour apprendre différemment

GÉRALD VANBELLINGEN

Le 26 mars dernier, plus de 150 visiteurs s'étaient donné rendez-vous au CEME de Charleroi (Charleroi Espace Meeting Européen) à l'occasion de la 2^e journée du Virage Numérique. Une journée organisée par le SeGEC et qui mettait à l'honneur ce dispositif pédagogique du Virage Numérique en abordant chacune de ses nombreuses facettes à travers des conférences, des stands, des ateliers et autres tables rondes.

« L'idée de cette journée, c'est de donner des repères et de proposer des outils aux écoles qui se sont engagées dans le projet du Virage Numérique mais tout en étant bien évidemment ouvert aux établissements qui souhaitent nous rejoindre dans cette belle aventure », explique Josette-Marie Houben, responsable de ce projet et coordinatrice des conseillers techno-pédagogues de la Direction de l'enseignement secondaire au SeGEC.

Pour rappel, le projet du Virage Numérique a pour mission d'accompagner les écoles dans l'intégration du numérique dans leur quotidien, en guise de soutien aux apprentissages. « On promeut le modèle '1pour1', soit un ordinateur par élève du secondaire, avec l'idée que cet ordinateur puisse apporter une plus-value aux cours dits plus classiques », continue Josette-Marie Houben. « Mais pour que ce soit possible et efficace sur le terrain, ce projet doit s'envisager dans toute sa globalité. En pensant au réseau qu'il faut mettre en place, au matériel nécessaire, à l'implication de l'école ou encore à la formation des enseignants. C'est un vrai projet transversal. »

En ce sens, parmi les stands, on retrouvait celui des services juridico-administratifs du SeGEC pour les questions liées par exemple au RGPD, de la centrale des marchés pour l'achat de matériel, celui de Scolares (ex Infodidac), de l'IFEC, de Media Animation et de plein d'autres partenaires du projet.

En place centrale, les visiteurs qui le souhaitent pouvaient prendre part à des ateliers organisés au sein de la « classe 1pour1 ».

« L'idée de cette classe, c'est de proposer des outils numériques aux enseignants. Des outils dont on leur explique le fonctionnement et qu'on leur permet de tester en même temps pour qu'ils puissent se les approprier et, pourquoi pas, les ramener en classe et former ensuite les élèves pour qu'ils deviennent acteurs de leurs propres appren-

tissages », explique Pierre Van Damme, conseiller pédagogique et responsable des secteurs sciences et sciences appliquées à la Direction de l'enseignement secondaire du SeGEC.

S'approprier les outils numériques et les utiliser en classe

Parmi la multitude d'autres stands qui proposaient des outils numériques pédagogiques, on retrouvait notamment celui d'Altheria. « Le logiciel qu'ils proposent, 'Practice', permet de créer des scénarios pédagogiques (ou procédures) en réalité virtuelle ou réalité augmentée », explique Benoît Devroye, conseiller pédagogique à la Direction de l'enseignement secondaire du SeGEC. « Avec le grand avantage que les enseignants peuvent créer leurs propres séquences facilement. Ce qui permet de multiples applications. On peut penser à créer une procédure à suivre en cas d'émanation de fumée toxique dans un laboratoire, à une procédure pour vérifier si un échafaudage est bien construit, etc. Les plus ? Ils permettent de former les élèves aux bons gestes à poser, mais en toute sécurité et en conditions 'réelles', ils permettent d'augmenter progressivement la difficulté, de procéder par essais-erreurs plus facilement et de participer à la ludification de l'enseignement, ce qui est souvent positif pour les apprentissages. »

Car c'est aussi ça le projet du Virage Numérique : préparer aujourd'hui les enseignants et les élèves à maîtriser des outils qui seront probablement la norme dans les métiers de demain.

« On vous donne déjà rendez-vous l'année prochaine pour une 3^e édition de la journée du Virage Numérique qui sera probablement centrée sur la FMTTN (Formation Manuelle, Technique, Technologique et Numérique) et un maximum d'exemples concrets, pour accompagner au mieux les enseignants dans la mise en place progressive du tronc commun qui se déploiera dès l'année scolaire 2026-2027 en première secondaire », conclut Josette-Marie Houben. ■



Une classe "1 pour 1" était accessible aux visiteurs ©DR

Fédération Wallonie-Bruxelles

Une fin de législature agitée

ARNAUD MICHEL

La tension est souvent palpable en fin de législature. Les différents partis fourbissent leurs armes de campagne, ils essaient d'obtenir l'une ou l'autre dernière mesure afin de compléter le bilan qu'ils présenteront à l'électeur. Les tensions au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont, cette fois, été au cran au-dessus. Dans le secteur de l'enseignement, deux textes ont cristallisé ces tensions : le décret fixant la répartition de la première enveloppe du plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires mais aussi, et surtout, le décret Paysage.

La réforme du décret Paysage, qui fixe les conditions de réussite et donc de finançabilité des étudiants de l'enseignement supérieur, avait été avalisée en décembre 2021 par les trois partenaires de la majorité, PS-Ecolo-MR. Il y a quelques semaines, le revirement du PS et d'Ecolo dans ce dossier a mis le feu aux poudres. Allant jusqu'à faire dire au ministre-président de la FWB, Pierre-Yves Jeholet, que son gouvernement était en affaires courantes.

S'appuyant, notamment, sur des chiffres de la Fédération des étudiants francophones (FEF) – chiffres jugés farfelus par certains – les deux partis ont déposé in extremis une proposition de décret soumise au vote du parlement, en commission. Résultats du vote : PS, Ecolo et PTB, pour ; MR et Les Engagés, contre.

S'en sont suivis de nombreux appels afin que cette proposition ne soit pas votée en séance plénière du parlement. Les rectrices et recteurs des universités et de nombreux professeurs du supérieur ont alerté sur les problèmes posés par cette modification, qu'ils soient de nature pédagogique, financière ou législative, entre autres.

Le SeGEC, par la voix de Vinciane De Keyser, directrice pour l'enseignement supérieur, accompagnés par les présidents-directeurs des Hautes écoles et des écoles supérieures

des Arts du réseau ont appelé le parlement à éviter une adoption précipitée de cette proposition de décret. Ils prônaient l'importance d'une communication claire et lisible envers les étudiant(e)s afin de vivre une session d'examen sereine ; rappelant l'approche personnalisée inscrite dans leur ADN, se traduisant au travers des valeurs véhiculées au sein de leur établissement et lors des délibérations.

Au petit matin du 26 avril, après une séance plénière à rallonge, le vote intervenu en commission a été confirmé. Les modifications validées visent à sauvegarder la finançabilité des étudiants qui ont entamé leurs études avant la réforme du décret Paysage en 2022. Le dispositif offre aussi aux étudiants de bac1 qui ont acquis au moins 45 crédits la possibilité de se réinscrire une 3^e fois pour terminer leur première de cursus. Les étudiants qui se réorientent disposeront, eux, de deux années plutôt qu'une seule pour réussir leur première année de bachelier. Enfin, le critère de la réussite d'un programme annuel d'études (PAE) de 45 crédits minimum est également abandonné.

PIE : un déséquilibre injustifiable

Par ailleurs, comme vous avez pu le lire dans l'édito d'Étienne Michel, un compromis pour le rééquilibrage du plan d'investissement exceptionnel (PIE) dans les bâtiments scolaires a été trouvé lors d'une réunion de la commission compétente jeudi, via un amendement déposé par le MR.

Le SeGEC et son secrétaire général étaient montés au créneau suite à la répartition des 300 millions de la première vague de ce PIE. En effet, sur ces 300 millions, 249, soit 83%, étaient accordés à des projets du réseau officiel WBE, qui ne scolarise pourtant que 16% des élèves. Le réseau libre, qui accueille 45% de la population scolaire, ne recevait que 22 millions, soit 7,3% de l'enveloppe globale de cette première vague.

Étienne Michel avait plaidé, dans les colonnes du journal Le Soir notamment, pour un plafond fixé pour chaque réseau, proportionnel à sa population scolaire. C'est ce système qui a été retenu pour les 3 prochains appels à projets avec un amendement : le plafond sera égal au double du poids scolaire de chaque réseau, soit 90% pour le réseau libre. ■



Les représentants des partis lors de la journée d'étude du SeGEC ©DR

Cinq questions posées aux partis

Pour y voir plus clair sur leurs priorités en matière d'enseignement

GÉRALD VANBELLINGEN

Dans le prolongement de la journée d'études du SeGEC, *Entrées libres* est parti à la rencontre de représentants des partis politiques (Michel Di Mattia (PS), Marie Borsu (Ecolo), Nicolas Janssen (MR), Jean-Pierre Kerckhofs (PTB), Mathilde Vanderpe (Les Engagés) et Joëlle Maison (DéFI)). L'idée générale : leur donner carte blanche pour répondre à cinq questions qui correspondent à cinq des grands axes du mémorandum du SeGEC. De quoi permettre à tout un chacun d'y voir plus clair dans les priorités de chaque parti en matière d'enseignement en vue des prochaines élections.

Cela n'aura échappé à personne, les élections approchent à grand pas. En ordre de bataille, les partis politiques ont présenté leur programme, leurs candidats et essaient désormais de convaincre les électeurs de faire « *le bon choix* » pour la prochaine législature. À grand renfort de discours, de slogans et autres sorties médiatiques, ils insistent tour à tour sur certaines de leurs priorités pour ce même futur proche. Le tout, en tentant de focaliser l'attention sur l'une ou l'autre thématique – à l'image du décret Paysage au cours de ces dernières semaines – sans pour autant revenir nécessairement sur l'intégralité de leur programme, ni même développer l'entièreté de leurs idées dans une thématique précise.

Pour y voir plus clair dans les priorités des uns et des autres en matière d'enseignement, *Entrées libres* est allé à la rencontre de ces mêmes partis. Avec cette idée de leur donner la parole sur cinq des grands axes qui ont façonné la rédaction du mémorandum du SeGEC.

En voici les thématiques : la temporalité des réformes ; l'amélioration de l'attractivité de la fonction de direction au sein d'un établissement scolaire ou d'un CPMS ; les modalités de l'après tronc commun et notamment dans le qualifiant ; le financement du supérieur au vu du nombre toujours plus important d'étudiants ainsi que la pénurie d'enseignants.

Dans un souci de clarté pour le lecteur et d'équité entre les partis, nous avons dédié la page suivante de ce dossier sur les élections aux cinq questions que nous avons adressées aux différents partis. Ensuite, chacun d'entre eux bénéficiait de 4.500 signes au maximum pour répondre librement à ces mêmes questions, avec la liberté de répondre plus ou moins longuement à chacune d'entre elles. Il est à noter que l'ordre de chaque page accordée aux différents partis n'est lié qu'à la rapidité de leur réponse.

En guise d'introduction à ce dossier spécial élections, nous vous proposons également une courte vidéo sur ce même thème. Réalisée en clôture de la journée d'étude, nous avons alors tendu notre micro à ces mêmes représentants des différents partis politiques qui avaient participé aux débats. L'idée consistait alors à leur poser une seule et même question : « *Quelle est la priorité numéro 1 de votre parti en matière d'enseignement ?* ».

Précisons que si les réponses aux questions posées dans ce dossier spécial élections ont évidemment été réfléchies et préparées, il n'en était rien lors de la réalisation de cette capsule vidéo. ■

Retrouvez la vidéo :
<https://bit.ly/5Q5P>



1

Temporalité des réformes

On observe que le processus de mise en œuvre des réformes du Pacte pour un enseignement d'excellence est susceptible d'engendrer un phénomène d'épuisement des directions d'écoles amenées à conduire les changements sur le terrain. Votre parti est-il disposé à articuler la mise en œuvre des réformes sur la temporalité des plans de pilotes et contrats d'objectifs, c'est-à-dire de permettre aux écoles d'établir un cadre stable de priorités pour une période de 6 ans, avec une évaluation intermédiaire tous les 3 ans ?

Revalorisation de la fonction de direction

L'amélioration de l'attractivité de la fonction de direction d'un établissement ou d'un CPMS est une revendication qui ressort clairement de l'enquête menée l'an dernier par le SeGEC auprès des chefs d'établissement. Votre parti partage-t-il les priorités suivantes :
- accroître l'aide administrative et éducative au fondamental - mettre en œuvre une réforme du statut des directions des PMS - assurer une tension salariale d'au-moins 25% entre les directions et les enseignants, quel que soit le niveau d'enseignement concerné.

2

3

Après tronc commun et qualifiant

Les modalités de l'après-tronc commun, tant pour ce qui concerne la filière de transition que la filière qualifiante, devront être définies rapidement par le législateur dès le début de la prochaine législature. Quelle est la vision de votre parti en la matière ? Quelle est, en particulier, la vision de votre parti concernant l'avenir de l'enseignement en alternance et de l'enseignement pour adultes (promotion sociale) ?

Financement du supérieur

L'enseignement supérieur francophone est confronté au défi de l'accueil d'un nombre toujours plus élevé d'étudiants (processus de massification, allongement tendanciel de la durée des études, évolution démographique qui reste positive, étudiants étrangers, ...) alors que son financement s'opère en enveloppe fermée ou quasi-fermée. Quelle est votre vision pour essayer de résoudre cette équation ?

4

5

Pénurie d'enseignants

On observe en Belgique, comme dans la plupart des pays voisins, une pénurie croissante d'enseignants. Dans ce contexte pensez-vous souhaitable de réévaluer le contrat social propre au secteur de l'enseignement ? Seriez-vous favorable à ouvrir une réflexion visant à mieux équilibrer les conditions de travail et la situation statutaire des jeunes enseignants, d'une part, et celles des enseignants nommés et en fin de carrière, d'autre part ?



Réponses des Engagés | Mathilde Vandorpe

Q1 | Temporalité des réformes

Au sein du Mouvement Les Engagés, pour réduire les écarts trop importants entre les élèves les plus performants et ceux qui le sont moins, nous accordons une importance capitale à la mise en œuvre efficace, et soutenable des réformes systémiques du Pacte pour un Enseignement d'excellence ainsi qu'aux solutions à trouver pour faire face à la pénurie d'enseignants. Nous sommes pleinement conscients de la pression et de l'épuisement ressentis par les enseignants et les directions d'école, surtout dans le maternel et le primaire, avec la mise en œuvre de multiples réformes telles que les nouveaux référentiels, les nouvelles grilles horaires, l'accompagnement personnalisé et le Dossier d'accompagnement des élèves (DacCE). Nous sommes soucieux de lever l'inquiétude des enseignants du secondaire, qui ne sont pas encore trop touchés par les réformes, si ce n'est par les plans de pilotage, mais qui se demandent à quoi ils doivent s'attendre dans un avenir à 2 ans pour l'arrivée du tronc commun polytechnique (en 1^{re} secondaire), et d'ici 2029/2030 pour la liaison entre la fin du tronc commun polytechnique et le degré supérieur. Nous soutenons fermement l'articulation de la mise en œuvre des réformes sur la temporalité des plans de pilotage sur six ans, avec une évaluation intermédiaire tous les trois ans, pour donner aux écoles la possibilité d'établir un cadre stable de priorités. Nous sommes attentifs à éviter une surcharge administrative inutile et souhaitons que les directions puissent se concentrer sur leurs missions essentielles.

Q5 | Pénurie d'enseignants

Notre priorité numéro 1 sera, pour nous, la lutte contre la pénurie d'enseignants. Tant qu'il n'y aura pas un enseignant à chaque heure de cours, dans chaque classe, devant les élèves, les réformes du Pacte ne porteront pas leurs fruits. Les mesures prises par le gouvernement actuel ont été bien trop molles. C'est par une panoplie de mesures ambitieuses que nous pourrions enrayer cette pénurie, une pénurie que de nombreux pays connaissent. Ces mesures iront tant de la valorisation du métier à l'attention portée à l'accompagnement des enseignants débutants, à la formation initiale sous sa nouvelle formule et à la formation continue des enseignants en fonction. Les formations continues qui concernent une majorité d'enseignants sont capitales afin de répondre par exemple à la détection des troubles d'apprentissages, la différenciation des apprentissages, aux grands courants pédagogiques et à l'approche évolutive des difficultés et des besoins spécifiques, les enjeux environnementaux, l'orientation, l'attachement à la démocratie et à son fonctionnement. Dans les réformes non abouties sous cette législature, nous nous attacherons à faire aboutir très rapidement la réforme de l'enseignement spécialisé, en le recentrant sur les élèves ayant des troubles sévères ainsi que celle des centres PMS tant en ce qui concerne le cadre structurel que leurs missions.

Q2 | Revalorisation des directions

Concernant l'attractivité de la fonction de direction, nous partageons la nécessité d'accroître l'aide administrative et éducative au fondamental, de réformer le statut des directions des PMS et d'assurer une tension barémique d'au moins 25 % entre les directions et les enseignants. Il est crucial de reconnaître et de valoriser le rôle complexe et essentiel des directions d'école.

Q3 | Après tronc commun

Pour le post-tronc commun, sans connaître les résultats du groupe de travail piloté par le professeur Romainville et démarré en juin 2023, bien trop tardivement pour nous, nous avons comme ambition de mieux préparer les élèves à la transition vers l'enseignement supérieur. Nous envisageons, dans une logique de concertation avec les acteurs concernés, une réorganisation des trois dernières années du secondaire pour permettre une spécialisation plus approfondie tout en renforçant les compétences transversales. Concernant l'enseignement qualifiant et l'alternance, nous visons une vaste réforme qui revalorise et améliore la qualité de ces filières, en assurant une meilleure adéquation avec les besoins du monde du travail, tout en préservant les missions de l'école. Les décrets adoptés sur le parcours d'enseignement qualifiant (PEQ) et la gouvernance des options sont deux pièces d'un puzzle dont nous n'avons pas pu saisir la vision globale. Pour nous, il faut vraiment clarifier le paysage de l'alternance qui est illisible pour les jeunes et leurs parents entre les opérateurs régionaux et communautaires (CEFA, IFAPME, EFPME) pour que chacun organise ce qu'il fait actuellement de mieux. En la matière, c'est 5 ans de perdu et de l'incertitude ajoutée à l'inquiétude des changements. Quant à l'enseignement pour adultes (de promotion sociale), nous sommes déterminés à le définir comme un partenaire clé dans la lutte contre les pénuries d'enseignants et pour encourager la formation continue. Il est essentiel de revoir son financement pour qu'il réponde mieux aux besoins de nos citoyens.

Q4 | Financement du supérieur :

Face au défi de la massification de l'enseignement supérieur, nous prônons une amélioration de la transition entre le secondaire et le supérieur, le renforcement des aides à la réussite, un meilleur accompagnement pédagogique des enseignants, une réforme des rythmes académiques et des modes d'évaluation et une attention particulière aux filières en pénurie. Il est impératif d'assurer un financement adéquat de l'enseignement supérieur en ouvrant l'enveloppe fermée et en mettant en place un mécanisme de financement qui préserve structurellement les moyens par étudiant.



Réponses du PTB | Jean-Pierre Kerckhofs

Q1 | Temporalité des réformes

Le PTB est tout à fait conscient de la surcharge de travail imposée aux équipes éducatives en général et aux directions en particulier par diverses réformes. Nous sommes donc disposés à articuler la mise en œuvre des plans de pilotage et contrats d'objectifs sur une temporalité soutenable comme celle que vous proposez (articuler la mise en œuvre des réformes sur la temporalité des plans de pilotages et contrats d'objectifs, NDLR). Plus généralement, nous avons un problème avec la philosophie qui sous-tend ces réformes. Nous saluons le fait que les équipes éducatives puissent recevoir de l'information objective sur la situation de leur école. De même qu'une évaluation des pratiques afin, le cas échéant, de pouvoir mettre en place des outils aboutissant à leur amélioration. Mais nous contestons le fait que des problèmes systémiques ne puissent être abordés. C'est une méthode néo-libérale qui met tout le poids de la responsabilité sur les équipes locales et dédouane le politique. De même, il nous revient que, dans certaines zones, les contrats d'objectifs de différentes écoles se ressemblent fortement. Il semble bien que, dans ces cas, les DCO aient fortement ... piloté leur réalisation. Il ne faut pas leurrer les équipes éducatives en leur disant qu'elles participent à l'élaboration des plans sans que ce soit réellement le cas.

Q3 | Après tronc commun et qualifiant

Nous partageons l'idée qu'il faudra rapidement fixer les modalités de l'après-tronc commun et nous regrettons que le gouvernement n'ait pas avancé sur ce sujet. Pour nous, la formation commune doit rester importante car tous les futurs citoyens seront confrontés à des défis de société importants dans les prochaines années et décennies. Ils devront donc maîtriser de nombreuses connaissances et compétences pour répondre collectivement à tous ces enjeux. « *Revaloriser le qualifiant* » signifie qu'il doit devenir une filière que l'on est fier de fréquenter. Les élèves doivent pouvoir accéder à du matériel de qualité à l'école et via les CTA. Ils ne doivent plus y être envoyés parce qu'ils sont faibles, mais parce qu'ils font un choix positif. Pour nous l'alternance doit être pensée comme une méthode pédagogique. Elle ne doit pas être une filière supplémentaire pour les élèves « *plus faibles* ». Il faut bien constater que les places de stage sont souvent difficiles à trouver. Le PTB est favorable à l'obligation d'offrir une place de stage par tranche de 50 travailleurs pour chaque entreprise publique ou privée. De son côté, la Promotion Sociale doit avoir deux missions fondamentales : permettre à des adultes d'acquérir une qualification en vue de s'orienter ou se réorienter professionnellement. Mais aussi, pour d'autres, être une source d'épanouissement en permettant d'aborder ou approfondir « *gratuitement* » des sujets dignes d'intérêt. Nous suivons la demande du SeGEC de soutenir temporairement les établissements d'EPS qui rencontreraient des difficultés à accéder aux ateliers se trouvant dans les locaux du plein exercice suite au décret relatif à la gouvernance du qualifiant.

Q2 | Revalorisation de la fonction de direction

Le PTB partage tout à fait la priorité d'accroître l'aide administrative et éducative au fondamental. La présence d'un éducateur représente évidemment un avantage indéniable que nous soutenons. Le rôle des CPMS s'est fortement accru. Nous soutenons tout ce qui permet de stabiliser et renforcer les équipes dont font bien sûr partie les directions. En ce qui concerne les salaires, nous sommes d'accord qu'il ne peut pas y avoir de situation dans laquelle un directeur gagne moins qu'un membre du personnel qu'il a sous sa responsabilité. Nous sommes donc favorables à une certaine tension salariale entre directions et enseignants, mais nous ne souhaitons pas nous enfermer dans un engagement chiffré.

Q4 | Financement du supérieur

Il est clair qu'il faut sortir de l'enveloppe fermée. Le financement par étudiant est de 13 % inférieur à la moyenne des pays OCDE et il a diminué de 17 % en 15 ans. C'est intenable et les besoins sont immenses aussi pour des raisons sociales : il faut diminuer les minervaux, augmenter le nombre de places, etc. 80 millions sont sur la table, mais les seuls recteurs d'université en demandent 150 ! Nous voulons faire correspondre les financements aux besoins. À court terme, nous dégageons 300 millions pour le supérieur. Mais il est clair qu'il faut refinancer globalement les Communautés en revoyant la loi de financement. Via une plus grande justice fiscale, nous voulons consacrer au moins 1 milliard pour l'enseignement au niveau national. Les dépenses d'enseignement sont des investissements. Si on parvient à réduire drastiquement l'échec scolaire sans revoir le niveau à la baisse, on peut récupérer des moyens sachant que le redoublement coûte aux alentours de 400 millions/an.

Q5 | Pénurie d'enseignants

Le PTB pense que pour s'attaquer à la pénurie, il faut améliorer l'attractivité du métier et donc les conditions de travail des enseignants. D'abord via des classes moins nombreuses. Mais aussi, c'est vrai, en stabilisant plus vite et mieux les jeunes enseignants. Notre idée principale pour ça est de généraliser les pools de remplacement dans le fondamental et d'en introduire dans le secondaire. Les jeunes enseignants peuvent être engagés pour une année complète et assurer tout remplacement dans leur zone et entre-temps remplir des tâches utiles dans une école à laquelle ils seraient attachés. Ça diminue au passage les effets de la pénurie (remplacements plus rapides). Nous ne sommes par contre pas favorables au détricotage du statut des enseignants nommés. Ce serait un mauvais signal à une profession déjà malmenée.



Réponses du PS | Michel Di Mattia

Q1 | Temporalité des réformes

Le Parti Socialiste reconnaît les défis majeurs auxquels sont confrontées les équipes éducatives dans la mise en œuvre des réformes du Pacte pour un Enseignement d'excellence. Il est admis que cette transformation systémique, combinée à d'autres réformes et aux défis imprévus comme la pandémie de COVID-19, a créé une charge importante pour les écoles. Le PS propose une approche pragmatique en stabilisant les priorités des écoles sur une période de 6 ans, avec des évaluations intermédiaires régulières tous les 3 ans. Cette temporalité permettrait aux écoles d'établir un cadre stable pour planifier leurs objectifs d'amélioration, tout en facilitant une évaluation périodique pour ajuster les stratégies en fonction des résultats et des besoins émergents. De plus, le PS reconnaît la nécessité de simplifier les plans de pilotage pour alléger la charge de travail des directions d'écoles, en favorisant une approche qualitative des actions plutôt que de se focaliser sur des objectifs chiffrés.

Q2 | Revalorisation de la fonction de direction

En ce qui concerne l'attractivité des fonctions de direction d'école et des CPMS (Centres Psycho-Médico-Sociaux), nous partageons les priorités identifiées par le SeGEC pour améliorer les conditions de travail et le statut des directeurs. Nous souhaitons dès lors renforcer l'aide administrative et éducative, et créer des équipes collégiales de direction pour répartir les responsabilités, ainsi que garantir une différence salariale significative par rapport aux enseignants (tension barémique de 25%), et à introduire des éducateurs dans l'enseignement fondamental pour soutenir les directeurs. De plus, le PS propose des réformes spécifiques pour les CPMS, incluant une clarification des missions, un refinancement nécessaire, et une simplification de la vie administrative pour libérer du temps aux conseillers psychopédagogiques.

Q3 | Après tronc commun et qualifiant

En matière d'enseignement qualifiant et de promotion sociale, le PS défend une approche globale visant à valoriser ces filières et à renforcer l'accès aux diplômes. Nous proposons de simplifier le paysage de l'enseignement qualifiant en favorisant l'alternance et en renforçant l'offre de cours. Pour l'enseignement de promotion sociale nouvellement renommé enseignement pour adultes, le PS souhaite refinancer la filière et maintenir ses missions essentielles pour favoriser l'épanouissement individuel et l'insertion sociale.

Q4 | Financement du supérieur

Concernant l'enseignement supérieur, le PS reconnaît le défi de la massification et de l'évolution démographique tout en opérant dans un cadre financier contraint. Ils soutiennent un refinancement de l'enseignement supérieur pour sortir de l'enveloppe fermée, ainsi que des mesures pour mieux orienter les étudiants et renforcer les aides à la réussite afin d'assurer un meilleur accompagnement dès les premières années d'études. Aussi, dès la rentrée académique 2024-2025, l'application des nouvelles dispositions relatives au parcours annuel de l'étudiant et à la finabilité déploiera tous ses effets. Sur la base de ces nouvelles règles et par rapport aux règles précédemment en vigueur, de nombreux étudiants risquent d'être exclus de l'enseignement supérieur ou de devoir se réorienter. Les exclusions menacent particulièrement les étudiants en transition sur les deux systèmes de finabilité et qui sont pourtant sur une trajectoire de réussite. Le PS appelle dès lors à suspendre l'application des conditions de finabilité précitées pour une durée d'un an étant donné leurs impacts sur l'aptitude des étudiants à poursuivre leur cursus dans le supérieur et sur leur orientation, dans une situation d'incertitude quant à l'impact des nouveaux critères de progression dans ces années d'étude sur le taux de réussite des étudiants.

Q5 | Pénurie d'enseignants

Enfin, le PS souhaite engager une réflexion approfondie sur le contrat social propre au secteur de l'enseignement pour lutter contre la pénurie croissante d'enseignants. Ils proposent un plan global comprenant des mesures pour rendre le métier d'enseignant plus attractif, y compris le recrutement, la formation continue, la valorisation de l'expérience et des phases de transition en fin de carrière. Le PS met l'accent sur l'accompagnement des jeunes enseignants et la stabilisation de leur parcours professionnel pour garantir une relève qualifiée et motivée dans le domaine de l'éducation.



©vectorjuice



Réponses du MR | Nicolas Janssens

Q1 | Temporalité des réformes

Moins de réformes structurelles, plus de dialogue et une meilleure communication. Le message du MR est très clair : nous voulons moins de réformes structurelles à l'avenir. Celles qui seront priorisées doivent être annoncées dès le début de la législature et assorties d'indicateurs et d'objectifs précis. Quant aux réformes déjà adoptées, elles devront faire l'objet d'une évaluation, afin de mener aux ajustements nécessaires.

Q2 | Revalorisation de la fonction de direction

Renforçons l'attractivité de la fonction de direction ! On l'entend souvent : « *il n'y a pas d'école de qualité sans équipe de direction de qualité* ». Permettons aux directions de se focaliser sur le projet et leur leadership pédagogiques. C'est en toutes lettres dans notre programme : le MR plaide pour une aide administrative et éducative renforcée dans chaque école fondamentale. Concernant plus particulièrement la réforme des CPMS, nous l'avons souvent répété en Commission de l'Éducation : nous regrettons que la Ministre n'en ait pas fait une priorité durant cette législature. Il est urgent de travailler à cette réforme annoncée dans le Pacte pour un Enseignement d'excellence. Le MR souhaite recentrer les CPMS sur leurs missions essentielles et en faire le lieu privilégié d'écoute, d'aide et d'accompagnement dans les écoles.

Q3 | Après tronc commun et qualifiant

Tirons profit du contexte actuel pour transformer le qualifiant et faire de l'alternance son modèle de référence. Le qualifiant et l'alternance sont deux priorités pour le MR depuis de nombreuses années. Nous espérons pouvoir avancer rapidement sur ces dossiers, et ce, dès l'issue des élections si les citoyens nous en donnent le mandat. Les chiffres en disent long : l'alternance ne concerne que 7% des 340.000 apprenants par an, contre 30% en moyenne dans l'UE (et plus de 80% en Allemagne ou en Suisse). Par ailleurs, seuls 16% des employeurs en Belgique forment des apprenants en alternance contre 31% en moyenne dans l'UE ! Il y a donc lieu d'améliorer l'image de l'alternance et de réduire l'hétérogénéité des formations, notamment par la mise en place de diagnostics croisés, permettant une forme « *d'assurance qualité externe* ». Offrons de l'alternance partout où c'est possible, y compris dans l'enseignement supérieur et de promotion sociale, tant ses bienfaits sont nombreux et avérés ! Nous sommes également convaincus du rôle sociétal majeur joué par l'enseignement pour adultes (promotion sociale). Mais il n'y aura pas de valorisation des filières qualifiantes tant que l'orientation tout au long de la scolarité obligatoire n'aura pas été mieux travaillée, et ce dès l'enseignement primaire.

Q4 | Financement du supérieur

La qualité de l'enseignement supérieur passe par un financement adéquat. Des efforts considérables de refinancement ont été portés par les ministres libéraux lors de la législature 2019-2024, mais sortons d'une logique où les Universités et les Hautes écoles ne trouvent à mieux se financer que par des mécanismes qui accroissent l'endettement public. Pour le MR, il s'agit de poursuivre les réflexions visant à contrôler l'offre d'enseignement supérieur ; revaloriser les parcours qui n'impliquent pas un passage par le supérieur ; envisager une meilleure contribution des étudiants non-résidents ; mener une réflexion sur l'adaptation d'une partie du financement permettant notamment aux établissements d'enseignement supérieur de diversifier leurs sources de financement, par exemple via des partenariats public-privé.

Q5 | Pénurie d'enseignants

Pour remédier à la pénurie des enseignants, le MR souhaite poursuivre l'adoption de mesures visant à rendre au métier son attractivité. Nous proposons de mieux accompagner les enseignants débutants ou de seconde carrière, en développant le système de tutorat, la collaboration et la mise en place d'outils et de supports adaptés. Nous voulons aussi moderniser le statut de l'enseignant pour une meilleure stabilité d'emploi. La mobilité inter-réseaux, tout en conservant son ancienneté, nous est chère. De même, nous sommes favorables à une reconnaissance d'une ancienneté barémique acquise dans le secteur privé, dans le secteur public ou dans l'associatif, y compris pour les cours généraux, de 10 ans minimum, dans tous les niveaux et types d'enseignement. Et nous voulons promouvoir les carrières mixtes pour les enseignants en autorisant les contrats de travail simultanés dans les trois régimes statutaires, au minimum à titre transitoire. Enfin, nous voulons un modèle de contrat clair passé avec les familles afin que chacun respecte la mission qui est la sienne : élève, enseignant, parent.

Une réflexion en plus

L'enseignement est un des 5 thèmes prioritaires du MR. Pour les échéances du 9 juin, notre programme tient, plus que jamais, à être porteur du souffle nécessaire aux acteurs de l'enseignement, aux élèves et à leurs familles. En conclusion, priorité au renforcement de l'orientation. Je rappellerais qu'il y a quelques mois, les derniers résultats PISA indiquaient que de tous les pays de l'OCDE, c'est en FWB que se trouve la conception la plus « *fixiste* » de l'intelligence, celle qui est la moins « *évolutive* ». Or, la clé pour lutter contre cette « *résignation apprise* », si présente dans notre système et en particulier autour du qualifiant, n'est-ce pas de troquer la notion de relégation par une meilleure orientation et une meilleure connaissance de soi ? Développons tous ensemble une vision plus positive de l'apprentissage, orientée sur les possibles et véritablement enthousiasmante pour toutes et tous !



Réponses de DÉFI | Joëlle Maison

Q1 | Temporalité des réformes

Le Pacte pour un Enseignement d'excellence comporte une contradiction: d'une part, il semble déjà obsolète en certains de ses aspects parce que pas assez ambitieux au regard des évolutions sociétales et des attentes des jeunes. D'autre part, le pouvoir régulateur avance au « *pas de charge* », ce qui accroît la pression et suscite des réactions de résistance au changement. Chacun sait que les équipes éducatives ont été largement éprouvées suite à l'élaboration des plans de pilotages. Il faut donc que le pouvoir régulateur rassure, convainque et insuffle un climat de confiance. Dans cette perspective, il faut donner du temps, adoucir le rythme et la fréquence des inspections, et laisser l'opportunité aux équipes de se concentrer sur les priorités qu'elles ont collectivement dégagées pour se définir une identité claire oeuvrant, chacune à leur manière, aux Objectifs d'Amélioration du Système Éducatif.

Q2 | Revalorisation de la fonction de direction

Pourquoi l'enseignement fondamental qui porte pourtant si bien son nom ne reçoit-il pas les ressources équivalentes au secondaire ? Les directions sont en souffrance : alors qu'il s'agit, aujourd'hui plus que jamais, de concentrer leurs missions sur l'accompagnement pédagogique de leurs équipes, elles n'en ont plus le temps, ce qui suscite un sentiment d'impuissance et de perte de sens. Assurer la gestion quotidienne d'un établissement scolaire avec des missions de « *couteau suisse* » implique de pouvoir s'appuyer sur un secrétariat et un proviseur. La hausse des faits de violence, le harcèlement et les indispensables liens à tisser entre l'école et la famille rendent également nécessaire la présence d'éducateurs dans les écoles primaires. De même, alignons le traitement des directions sur la complexité et l'étendue de leurs responsabilités ! Enfin, dans un contexte où la santé mentale des jeunes est au cœur de toutes les préoccupations, refinançons les CPMS et ouvrons la fonction de direction à de nouveaux profils.

Q4 | Financement du supérieur

L'enseignement supérieur doit être refinancé en proportion de sa fréquentation. Afin de réduire le pourcentage d'échecs en Bac 1, nous proposons toutefois d'organiser, à l'entrée des Hautes écoles et Universités, une Évaluation des Acquis de Base couplée, en cas d'échec, à un Contrat d'Aide à la Réussite qui prendrait la forme de quelques crédits obligatoires de renforcement. S'agissant des étudiants étrangers, la Cour constitutionnelle a validé le principe des « *cursus contingents* » dans certaines filières, ce qui permet d'imposer des quotas aux étudiants non-résidents. Nous souhaitons également inscrire les infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un plan pluriannuel d'investissements stratégiques.

Q3 | Après tronc commun et qualifiant

Le pouvoir régulateur devra s'atteler aux décrets déployant les filières générale et qualifiante au-delà du tronc commun dans la première année de la prochaine législature. Avec un souci constant d'anticipation, d'accompagnement et de coordination. L'enseignement qualifiant est la voie principale vers une qualification. Prêtons une attention particulière aux écoles qui seront privées d'une partie de leurs ressources et déployons les filières qui en feront des écoles technologiques du XXI^e siècle, orientées vers les métiers de la rénovation énergétique, de la construction et des nouvelles technologies. Cela passe aussi par une mutualisation des structures au sein de parcours décloisonnés et simplifiés, autorisant la mobilité des apprenants quels que soient l'institution et le niveau de pouvoir dont ils relèvent et, à terme, sur une certification professionnelle unique.

Q5 | Pénurie des enseignants

Donnons aux jeunes l'envie de devenir profs et offrons aux enseignants temporaires un soutien structurel et un cadre sécurisé pour une année scolaire en leur permettant d'avoir un contrat au sein d'un ou plusieurs Pouvoirs organisateurs géographiquement proches. En parallèle, il convient de mettre fin au cloisonnement entre réseaux activant la portabilité de l'ancienneté de service. Pourquoi ne pas envoyer les enseignants les plus expérimentés dans les écoles à ISEF en leur offrant une prime de reconnaissance ? Cela permettrait dans le même temps d'accroître l'attractivité de ces écoles. Et pour attirer d'autres talents sans dévaloriser la Formation initiale nous devrions également déployer plus de formations en horaire décalé, faciliter l'accès à l'agrégation ou au CAP, et valoriser l'expérience acquise dans d'autres réseaux, régions, pays ou sphères professionnelles.





Réponses d'Ecolo | Marie Borsu

Q1 | Temporalité des réformes

L'école doit garantir l'égalité des chances ; or cette proposition renforce au contraire la concurrence et une logique de quasi-marché scolaire que nous combattons.

S'il faut consacrer la liberté pédagogique, les règles du jeu doivent être identiques : tous les élèves doivent bénéficier de l'accompagnement, de la participation ou de la réforme du tronc commun. Le Pacte est issu d'une concertation entre acteurs de l'enseignement et un exercice de cohérence, à déployer et à amender collectivement.

Nous voulons renforcer l'adhésion et la légitimité du Pacte, rétablir un dialogue fructueux (notamment avec les syndicats au Comité de Concertation). Inclure et accompagner les acteurs de l'École : les directions doivent être représentées aux concertations et le terrain doit être consulté dans le déploiement des réformes.

Q2 | Revalorisation de la fonction de direction

On sait le poids énorme reposant sur les directions, a fortiori dans le fondamental. Nous voulons soutenir ces acteurs pour mener de façon soutenable les chantiers du Pacte.

Des mesures ont permis de renforcer les équipes : il faut les amplifier et les pérenniser car elles leur permettent de se consacrer aux missions pédagogiques.

Nous soutenons l'octroi d'un soutien administratif et éducatif aux écoles fondamentales. Nous voulons renforcer l'attractivité de ces fonctions en consolidant leur statut et l'attractivité barémique dans le fondamental, en harmonisant la tension barémique de la fonction de direction à tous les niveaux.

Les Centres PMS et les PSE sont des rouages indispensables à leurs côtés : les missions se sont complexifiées, le contexte a changé ; or, ces dernières années ont illustré leur rôle précieux durant la crise du Covid et face au mal-être des jeunes. Nous voulons préciser et réarticuler leurs missions, réévaluer leurs besoins.

Q3 | Après tronc commun et qualifiant

L'après tronc commun est un chantier essentiel pour lutter contre la hiérarchisation des intelligences. En ancrant la réforme dans l'expertise du terrain et la concertation, nous souhaitons basculer de modèle : quitter la relégation par l'échec vers un choix positif de filière en permettant des passerelles. Pour cela, nous voulons :

- organiser dans toutes les filières un socle de formation citoyenne, des outils de compréhension et de participation pour rendre les jeunes acteurs des changements notamment en matière de transition ;
- porter une attention à la place de l'évaluation et de la certification, privilégier les apprentissages ;
- promouvoir l'alternance, non plus comme filière mais comme modalité pédagogique à appliquer partout là où cela est pertinent.

Q4 | Financement du supérieur

Les moyens de l'enseignement supérieur doivent évoluer avec le nombre d'étudiants et ne pas en limiter l'accès (tests d'entrée, orientation). Manque des places et d'encadrement, précarité, sous-financement, réforme inadaptée du décret paysage : il n'offre pas les conditions d'accueil satisfaisantes.

Nous plaillons pour le refinancer en sortant de l'enveloppe fermée qui favorise la marchandisation et la concurrence que nous combattons.

Nous défendons un enseignement accessible pour répondre à l'urgence sociale : gratuité des supports de cours, accessibilité des transports, renforcement des subsides sociaux, minerval progressif, automatisation et renforcement des allocations d'études.

Nous poursuivons une réforme du décret paysage, ancrée dans le suivi de la réussite, la création d'un observatoire de la vie étudiante et la lutte contre l'allongement des études.

L'augmentation de la population étudiante ne signifie pas que ce soit la seule voie : il faut travailler dès l'école sur l'orientation positive des élèves.

Q5 | Pénurie d'enseignants

Il faut de nouveaux outils pour faire face à la pénurie : elle est problématique parce qu'elle atteint inégalement les publics, s'ancre dans les conditions et le sens du travail, mais également dans les enjeux pédagogiques et démocratiques.

Des mesures ponctuelles ont permis des progrès, il faudra cependant mener un chantier autour de l'attractivité du métier et fidéliser les enseignants.

Nous voulons lutter contre le quasi-marché scolaire : décloisonner les débuts de carrière, privilégier les dynamiques de bassins inter-réseaux pour apporter de la sérénité et lutter contre la précarité. Nous voulons réformer les trajectoires : moduler les 5 premières années et aménager les fins de carrières pour valoriser l'expérience – par la transmission aux plus jeunes (c'est le sens de notre « *Plan Tandem* »).

Il faut ouvrir l'école sur l'extérieur, nouer des alliances avec les secteurs culturels, sociaux, sportifs, associatifs.

Enfin, nous voulons renforcer la formation et nous pencher sur les barèmes (notamment pour les enseignants de deuxième carrière).

Le « *Soutien aux comportements positifs* »

Une méthode pour travailler l'éducation à la citoyenneté et le vivre ensemble

VICTORIA MAGNETTE

L'école fondamentale de Sainte-Marie-sur-Semois dans le sud luxembourgeois a instauré depuis plusieurs mois le « *Soutien aux comportements positifs* » (SCP), une approche bienveillante qui vise à améliorer le climat de l'école et le respect des règles. L'objectif est de faire comprendre aux élèves les gestes et les attitudes à adopter dans les différents lieux de vie de l'établissement en pointant les bons comportements au lieu de réprimander les mauvais.

Cette méthode a été mise en place au sein de l'école à la suite d'un voyage à Montréal au Canada. « *On est parti avec 11 directions du diocèse de Namur-Luxembourg ainsi que des personnes de plusieurs services du SeGEC. On a été reçu au Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeois où ils nous ont expliqué le mode de fonctionnement de leurs écoles. Après plusieurs jours de formation, on est allés dans les écoles pour observer l'adéquation entre la théorie et le terrain* », explique Delphine Golinvaux, directrice de l'école de Sainte-Marie-sur-Semois.

Par la suite, le SCP a véritablement été implanté dans le courant du mois de décembre 2023, le temps de tout mettre en place. « *Un service d'accompagnement était également proposé aux directions* » souligne la directrice. En effet, une telle approche demande un alignement avec toute l'équipe éducative et une organisation en amont.

Une construction en plusieurs étapes

En premier, deux valeurs porteuses ont été choisies. Ensuite, l'équipe d'enseignants a défini les comportements attendus par leurs élèves dans les couloirs, la cour de récréation, le réfectoire, les toilettes et les salles de classe. Après cela, les enseignants ont appris les bons comportements aux élèves en leur expliquant le « *pourquoi* » afin de leur faire conscientiser chaque geste. « *On a également été sur le terrain avec eux. Nous, les adultes, on a fait exprès de mal agir et on leur demandait pourquoi ce n'était pas bien. Évidemment les attendus ne sont pas les mêmes pour les maternelles et les primaires* », précise Delphine Golinvaux.

Dans le programme de l'éducation à la philosophie et à la citoyenneté, deux compétences sont principalement travaillées via le

SCP dans cette école rurale : « *construire une pensée autonome et critique* », et « *construire la citoyenneté dans les qualités en dignité et en droit* ». De cette manière, les élèves apprennent les règles en les questionnant et en les modélisant.

Les murs de l'école contiennent également beaucoup d'affiches pour montrer les rappels. Les bonnes attitudes sont régulièrement félicitées et des défis sont lancés aux enfants. « *Par exemple, ils reçoivent un bouchon et si leur pot est complet, ils pourront assister pendant une après-midi à un film de leur choix.* » Les mauvaises attitudes sont également identifiées. « *Nous avons classé les faits mineurs et majeurs avec un tableau d'ancrage. Lorsqu'un élève adopte un mauvais comportement, il sert à expliquer à nouveau la règle.* » explique Delphine Golinvaux, qui remarque les nombreux changements positifs au sein de l'école.

Cette approche porte ses fruits mais quelques adaptations sont à prévoir. « *Pour relancer le projet l'année prochaine, on a en perspective de faire des petites capsules vidéo pour qu'il y ait une piqûre de rappel en début d'année. Tous ces changements auront également une incidence sur le ROI de l'école, c'est aussi à prendre en compte* », conclut Delphine Golinvaux. ■



Des images sont affichées sur les murs de l'école pour montrer les bons exemples ©DR



Des outils pour préparer les jeunes à construire leur vote

GÉRALD VANBELLINGEN

Alors que les élections se rapprochent à grands pas dans notre pays, mais aussi au niveau européen, *Entrées libres* vous présente deux outils pédagogiques : « *En route pour l'Europe* » et « *Débagora* ». Deux outils qui devraient vous permettre d'aborder le sujet avec vos élèves, notamment avec ceux qui auront au minimum 16 ans lors du scrutin européen du 9 juin prochain.

Le 9 juin 2024 auront lieu les prochaines élections européennes. Avec, grande nouveauté pour ce scrutin, les jeunes de 16 et 17 ans qui auront le droit de glisser leur bulletin dans l'urne. Mais à quoi ça sert finalement ? Et pourquoi ce geste est-il important ? Et surtout, pourquoi est-il important que ce geste soit réfléchi ? Autant de questions auxquelles le jeu de société « *En route pour l'Europe* » vous permettra de répondre. Destiné aux jeunes du troisième cycle de l'enseignement secondaire, le jeu vous demandera littéralement de construire un chemin vers les institutions européennes. Les cartes du jeu vous permettront d'aborder les thèmes d'actualité (migration, climat, agriculture, etc.) qui façonnent les programmes des différents partis politiques, de vous rappeler l'impact de l'Union européenne sur notre quotidien et de vous familiariser avec des projets européens qui ont été construits ou vont se développer dans notre pays. Le tout grâce à diverses mécaniques comme de la rapidité façon *Jungle Speed*, de l'analyse de journaux ou encore des mots croisés. De quoi varier les plaisirs et allier le ludique avec du concret à l'occasion de ce premier scrutin européen pour les jeunes de 16 et 17 ans. À noter que si le jeu est disponible en plusieurs langues au Bureau de liaison du Parlement européen en Belgique ou dans les antennes régionales d'Europe Direct, il est également téléchargeable gratuitement sur le web.

Débagora : un outil d'éducation au politique et au débat

Trois centres de recherches (le Girsef de UCLouvain, le Cevipol de l'ULB et Poli de la VUB) et quatre associations (Jeune et Citoyen, le musée BELvue, Infor-Jeunes et la Ligue des Droits Humains) ont réuni leurs forces et leurs connaissances pour créer un outil pédagogique composé de 8 modules destinés à éduquer les jeunes dès 15 ans. Les objectifs de « *Débagora* » visent à l'éducation au débat mais également à l'éducation au politique. Ce qui signi-

fie que les huit modules – combinables ou utilisables de manière indépendante – proposent tous des activités et des repères théoriques et méthodologiques en rapport avec ces deux grands thèmes. De quoi permettre notamment aux jeunes de savoir collecter du contenu, de multiplier les angles de vue sur une même question, de les initier au processus de délibération conflictuelle et égalitaire, de mener et soutenir une opinion argumentée dans un cadre respectueux, d'identifier les parties prenantes du débat et leurs rapports de force, etc.

Autant de compétences et de savoir-faire utiles en tout temps mais qui s'avèrent plus précieuses encore pour aider les primo-votants comme les jeunes électeurs en général à construire leur futur vote. Il est à noter que pour favoriser les échanges entre utilisateurs de l'outil, *Débagora* propose l'usage de la plateforme WebDeb. Une plateforme où de multiples débats sont proposés comme « *Faut-il une Belgique à quatre Régions ?* ». Avec pour chaque débat, des arguments « pour » et d'autres « contre », des prises de position et une bibliographie nécessaire pour construire le tout.

Il est à noter que la plateforme WebDeb résulte également d'une collaboration entre le Girsef, le Cental (Centre de Traitement Automatique du Langage de l'UCLouvain) et PReCISE (un centre de recherche de la faculté d'informatique et du Département des sciences de gestion de l'Université de Namur). ■

Le lien vers « *En Route pour l'Europe* » :

<https://bit.ly/ERPEU>



Le lien vers *Débagora* :

<https://webdeb.be/debagora>





Move INDBE

©DR

Un atelier de sensibilisation ©DR

À Braine-le-Comte, on forme des CRACS

ARNAUD MICHEL

Depuis quelques années, des initiatives visant à sensibiliser les élèves au cancer sont mises en place à l'Institut Notre-Dame de Bonne Espérance (INDBE) à Braine-le-Comte. Désormais, ce projet entre dans la volonté de cet établissement secondaire du Hainaut de faire de ses élèves des véritables CRACS.

Des CRACS ? Késako ? Des Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires. Un enjeu plus que jamais d'actualité à l'heure où nous avons besoin de renforcer le vivre-ensemble. Connaître ses droits et ses devoirs, être en capacité de mesurer les conséquences de ses actes, s'engager dans un projet sociétal, apprendre à construire son propre avis, et porter des valeurs telles que la solidarité et la bienveillance. Voilà quelques-unes des compétences à acquérir pour être un vrai CRACS.

À l'origine, la CRACS attitude fait partie de la politique jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle s'étend donc au-delà de l'environnement scolaire. De nombreuses organisations de jeunesse mènent des actions et axent leurs activités sur cette politique CRACS.

À l'école aussi, les projets visant à former les jeunes pour qu'ils deviennent des CRACS se développent aux quatre coins de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Votre magazine *Entrées libres* vous propose un arrêt à l'INDBE.

Depuis quelques années, l'école se mobilise contre le cancer. « Il y a environ 5 ans, plusieurs enseignantes, mesdames de Fays, Van Tomme et de Beer, ont lancé le projet de courir pour Think-Pink qui récolte des fonds pour lutter et sensibiliser contre le cancer du sein. Après la crise sanitaire, le projet s'est agrandi aux élèves avec des animations de sensibilisations. À la base, elles étaient desti-

nées aux rhétos », explique Simon Servais, le directeur.

Et c'est petit à petit, pas après pas, que la mobilisation a poursuivi sa croissance. « L'année d'après, nous avons élargi à l'ensemble des élèves. Nous en avons fait un véritable projet d'école », poursuit M. Servais.

Courir contre le cancer

« Une course à pied est donc organisée aux alentours de l'école. Mais il y a également un escape game et toute une série d'animations, en collaboration avec le PSE (Service de promotion de la santé à l'école), entre autres. Tout le monde s'investit dans l'organisation et y trouve sa place. » C'est le A de CRACS. « Chaque

élève est également amené à un moment de réflexion au début de la journée. Ils écrivent une pensée positive qu'ils vont coller sur une structure qui forme le logo de Think-Pink. »

Cette journée coche toutes les cases de l'esprit CRACS. « On voulait que cela soit une cause qui les touche. Certains jeunes sont confrontés à la maladie dans leur entourage, dans leur famille. On voulait aussi que cela les dépasse. Les bénéficiaires de l'action qu'ils ont menée ne leur revenaient pas et ne revenaient pas non plus à l'école. On voulait provoquer une prise de conscience », conclut Simon Servais qui annonce déjà vouloir se focaliser sur d'autres causes à l'avenir. ■



La fête après l'effort ©DR

Le journal de classe

Un outil pour les élèves du maternel jusqu'en secondaire

MARIE-CHARLOTTE FROMENT ET ARNAUD MICHEL

Comme chaque année, le SeGEC, en partenariat avec la société Snel Grafics S.A., propose différentes versions du journal de classe de l'enseignement catholique, allant de l'enseignement maternel jusqu'à l'enseignement secondaire. Avec nouveauté cette année, la mise à jour du cahier de communication destiné aux élèves de l'école maternelle.

L'utilisation d'un journal de classe avec les élèves présente plusieurs avantages essentiels pour leur réussite scolaire et leur développement. Tout d'abord, le journal de classe est un outil d'organisation et de planification. Les élèves planifient et organisent leur travail en y notant leurs devoirs, matériels ou autres informations importantes. Cela favorise une gestion efficace du temps et prépare les élèves à gérer des responsabilités futures. Ensuite, il permet aux élèves de se repérer dans le temps grâce aux jours de cours, de congés et de vacances indiqués. Les élèves peuvent donc anticiper les événements à venir et mieux gérer leur emploi du temps. C'est également un véritable outil de communication entre les enseignants et les parents. Les enseignants peuvent y noter des remarques sur les apprentissages et le comportement de l'élève. Tandis que les parents peuvent y suivre la progression de leur enfant et communiquer avec les enseignants. Et pour terminer, en utilisant le journal de classe, les élèves apprennent à être responsables de leurs devoirs et de leur travail. Ce qui leur permet de développer des compétences d'autonomie.

C'est pour répondre à ces différents avantages que le SeGEC propose des journaux de classe adaptés aux besoins de l'élève en fonction de son âge. Ainsi, celui des 1^{er} et 2^e années primaires propose une structure lignée afin de faciliter le graphisme. Celui des 3^e et 4^e primaires verra son semainier adapté tandis que le journal de classe des 5^e et 6^e primaires permettra de se préparer à l'école secondaire. Conservant toutes les qualités qu'il avait par le passé (version non datée, pochette plastique attachée, format adapté au cartable), notre cahier de communication destiné aux élèves de l'école maternelle a été aménagé afin de le rendre encore plus accessible pour les élèves. Ainsi, la grille horaire de la semaine sera accompagnée d'étiquettes reprenant quelques activités à découper et à coller, en page de gauche se trouvera un espace réservé aux communications et en page de droite, un espace pour illustrer et écrire les activités vécues en classe.

Le journal de classe proposé par le SeGEC va également au-delà de sa fonction première. Celui pour le secondaire reprend, notamment, une série de ressources pour appréhender « *Mission de l'école chrétienne* », le socle de l'enseignement catholique, au travers de textes et de citations qui susciteront sans nul doute la réflexion et les échanges.

Les établissements scolaires du réseau ont toujours la liberté de personnaliser leurs journaux de classe. Sur la couverture et la page de garde, ils peuvent, par exemple, inclure le nom et le logo de leur école, des photographies ou des illustrations. Il est également envisageable d'y intégrer des informations spécifiques telles que le règlement d'ordre intérieur (ROI), le projet d'établissement et les billets d'absences...

Enfin, grâce à la centrale de marchés, le prix du journal de classe proposé par le SeGEC reste très attractif. Les commandes peuvent être réalisées en ligne en vous rendant sur la page www.monjdc.be. ■

Stéphanie Lemaire (P4, St Begge Andenne) :

« *Le journal de classe du SeGEC est facile à utiliser en classe. Il est très clair.* »





©DR

Saint-François II à Velaine-sur-Sambre

100 ans et des projets dans les cartons

ARNAUD MICHEL

Direction la province de Namur et Velaine-sur-Sambre en particulier pour ce « *Mémoire d'école* » du mois de mai. Nous partons à la découverte de l'école Saint-François II, une école fondamentale qui vient de fêter ses 100 ans.

C'est Madame Élise, institutrice en 2^e primaire et directrice ad interim qui nous reçoit, entre un mail à imprimer, un échange avec une puéricultrice et une demande d'envoi d'un message aux parents pour qu'ils n'oublient pas de venir chercher les pâtisseries commandées, à la veille des congés de printemps. Tout le charme d'une école de village.

L'école Saint-François II de Velaine a été créée en 1923 par les sœurs de Champion. À sa création, elle portait le nom d'école du Sacré-Cœur. Elle était composée de maternelles mixtes et de primaires pour les filles.

Les sœurs occupaient la maison située à l'entrée. En 1981, pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves, des classes ont été aménagées au rez-de-chaussée de la maison. « *Actuellement, l'ancienne concierge, Anne-Marie Leloup, a toujours son appartement à l'étage* », explique Mme Élise. « *Et moi, j'ai ma classe juste en face. On peut profiter de la bonne odeur de sa cuisine quand elle prépare à manger. Tous les enfants la connaissent et nous, enseignants, nous réunissons souvent chez elle. C'est un peu la salle des profs qu'on n'a pas* », sourit-elle.

Mais avant la réaffectation des locaux, d'autres étapes importantes dans la vie de l'école ont été franchies. « *En 1959,*

l'école accueillait les filles et les garçons de la première maternelle à la 6^e primaire : les filles dans le grand bâtiment et les garçons dans un bâtiment qui a vu le jour après la transformation du préau ; la cour de récréation était séparée en deux par un mur. Les filles d'un côté et les garçons de l'autre », écrit Muriel Modera, membre du PO, dans une note écrite spécialement pour le centenaire de l'école.

Les sœurs ont dirigé l'école jusqu'en 1977. À partir de cette date, l'école change de nom et devient « *École Saint-François II* », l'école Saint-François I, située à Auvélais, étant l'école primaire qui s'est séparée du collège Saint-André. « *L'implantation d'Auvélais, c'est une école de ville, ici à Velaine, c'est plutôt une école de village. On compte environ 230 enfants* », ajoute Mme Élise qui reprendra bientôt le chemin de sa classe.

Depuis 2014, Saint-François II est associée à l'école Lasallienne qui met l'enfant au centre de l'apprentissage pour permettre de l'accueillir dans sa globalité et que l'école soit accessible à tous.

À Velaine, on espère que l'avenir sera marqué par la modernisation des infrastructures. « *Notre salle d'éducation physique n'est plus utilisable* », expose Mme Élise. « *Il y a donc un gros projet de construction de nouveaux bâtiments comprenant une salle d'éducation physique et 5 classes à l'étage.* »

En attendant ce beau projet, l'école a fêté son centenaire comme il se doit le 19 avril dernier. « *Une chorale avait été mise sur pied par M. Denis, avec répétitions sur les temps de midi. Nous avons aussi mis sur pied une exposition sur l'école d'il y a 100 ans. Chaque cycle avait choisi un thème. Il y avait l'habillement, l'alimentation, les punitions et les jeux* », se remémore la directrice intérimaire. « *Nous avons accueilli beaucoup de monde. Des grands-parents et parents, anciens élèves sont venus avec les enfants. C'était marrant de les entendre comparer l'école actuelle à celle qu'ils ont connue. Un arbre a été également planté pour immortaliser le centenaire de l'école* », conclut celle qui a repris sa classe au retour du congé de printemps. ■

Votre école a une histoire ?

Contactez-nous !

redaction@entrees-libres.be

“Un bon prof est dans l'action pour susciter la motivation et sait accompagner le mouvement”

GÉRALD VANBELLINGEN

Être dans l'action, accompagner le mouvement, sortir les élèves de leur zone de confort pour mieux les aider à connaître leurs centres d'intérêt et à se découvrir en tant qu'élève mais aussi en tant que personne. Voilà comment on pourrait tenter de résumer l'approche de Charline Maton. Enseignante de français à l'Institut Don Bosco Saint-Charles de Tournai, elle y déploie sa triple passion pour la littérature, l'enseignement et la danse pour mener à bien une pédagogie empreinte de nombreux projets qui ont pour objectif de faire sens pour les élèves. De façon à ce qu'ils soient impliqués et engagés dans leur parcours scolaire.



©DR

CHARLINE MATON

Enseigne le français en 4^e, 5^e, 6^e et 7^e
à l'Institut Don Bosco Saint-Charles de Tournai



CARRIÈRE



Le jour où j'ai décidé d'être prof :

« Avant de faire mes romanes à Louvain-la-Neuve et d'ensuite y passer l'agrégation, j'espérais encore secrètement pouvoir vivre de ma passion pour la danse. Une passion pour laquelle je m'entraînais à raison de 12 heures par semaine. Finalement, mes parents m'ont convaincue d'essayer l'unif, pour pourquoi pas revenir à la danse par après, mais mes études m'ont étonnamment plu. J'ai alors conservé la danse comme passion, une passion qui me nourrit considérablement en tant qu'enseignante. »

Le jour où je suis devenue prof :

« Après mes études, j'ai trouvé une place d'enseignante à l'Institut Don Bosco. Une école qui a beaucoup de sens pour moi et dans laquelle je me sens parfaitement bien depuis une vingtaine d'années. Un bien-être lié d'une part à mon père qui y était enseignant, mais aussi et surtout au projet salésien de l'école. On y prône un contact plus étroit entre profs et élèves, un esprit de famille ou encore une attention aux jeunes en tant que personnes et pas seulement en tant qu'élèves. Ce qui me plaît énormément. Et je dois dire que j'y évolue dans des conditions idéales, avec un directeur qui me suit à fond dans les projets et des collègues très réceptifs et avec qui on collabore régulièrement. C'est vraiment une évidence pour moi car je peux y combiner les trois aspects qui me définissent : l'enseignement, la danse et la littérature. »



IDÉAL



Une école idéale selon moi :

« Je trouve qu'il existe aujourd'hui une obsession de la note, de l'échéance. Alors, bien évidemment qu'un garde-fou est nécessaire pour garantir qu'il y ait un travail minimum effectué, mais ça a en même temps tendance à freiner les élèves qui pourraient pousser la réflexion ou l'exercice plus loin et, dans le même temps, à nous attarder sur les compétences non acquises avec ceux qui ont plus de difficultés. Pour moi, on devrait au contraire pouvoir dire : 'même si un élève n'a pas acquis telle compétence, je donne mon feu vert au vu de son évolution, de sa motivation, de son plaisir d'être là, de sa curiosité aussi'. Mais évidemment, cela suppose de grands changements, notamment dans la formation des enseignants. Alors, c'est clairement ma vision idéale et certains diront qu'il ne faut pas se bercer d'illusions. Mais pour moi il faut voir plus grand, il faut pouvoir rêver et faire rêver les élèves. »



DIFFICULTÉS

Ce qui n'est pas toujours facile au quotidien :

« Parvenir à faire comprendre aux élèves que l'école peut faire sens et leur permettre de s'épanouir, ça demande beaucoup d'énergie et de temps. Car l'école, ça reste pour beaucoup d'élèves un lieu où ils sont tenus d'être là de 8h à 16h. C'est l'une des raisons pour laquelle j'essaie de faire un maximum de projets. Car l'idée, c'est aussi de les amener à se découvrir, à les sortir d'une certaine zone de confort, à casser des barrières qu'ils se placent parfois eux-mêmes et à avoir ce côté concret qu'on ne retrouve pas toujours à l'école en général. »



ÉPANOUISSEMENT

Ma méthode en quelques mots :

« Ce qui est important à mes yeux, c'est d'être continuellement dans l'action, car c'est de l'action que naît la motivation. Et pour être dans l'action, j'ai toujours mené plein de projets avec mes élèves. C'est une pédagogie en laquelle je crois beaucoup. Car elle permet aux élèves de se libérer du poids de certaines étiquettes, surtout pour des élèves du qualifiant à qui on ne prête pas forcément une fibre artistique de manière naturelle, de lever des barrières aussi. Avec des projets qui font même souvent bien plus sens encore que je ne le pensais au début. Car les élèves découvrent des univers qu'ils ne connaissaient pas forcément. Et de fil en aiguille, ils se découvrent en tant que personne, ce qui est fondamental. Toutefois, certains projets peuvent ne pas fonctionner. Il faut donc être capable de se montrer flexible, de s'adapter, d'être à l'écoute des élèves, de leur épanouissement. Et de se prévoir des portes de sortie pour se dire : 'ok, ça ne marche pas autant que j'espérais, on passe à autre chose'. C'est très important. »

Des exemples de projets :

« Des projets, j'en mène beaucoup et depuis toujours. Comme l'arpentage par exemple. Où je fais lire en classe 25 à 30 pages d'un roman par petits groupes et leur demande de pouvoir résumer cette partie du roman, d'expliquer ce qui les a interpellés, de lire un extrait, d'en débattre. Ça me permet d'essayer de leur inculquer le goût de la lecture à une période où c'est de plus en plus compliqué. J'ai aussi lancé un projet d'adaptation d'un roman en court métrage : 'La Danse de Pluton' de Frédéric Saenen. L'idée, c'est de les faire travailler par deux et de manière progressive pendant deux ans. D'abord la note d'intention, puis l'écriture du scénario, du storyboard, etc. Et petit à petit, les élèves sont pris dans le projet et se dépassent. Et c'est à ce moment-là que ce type de projets fait sens, pour eux comme pour moi. En juin, Frédéric Saenen viendra d'ailleurs en classe, pour échanger et observer le travail effectué. Ce lien avec le monde extérieur est très important à mes yeux. Cela valorise les élèves et ça ouvre l'école sur le monde extérieur. »

Parmi les projets, il y a aussi le concours Clip Clap où vous avez d'ailleurs été récompensée !

« Oui, c'est un concours de critiques cinématographiques qui fait partie du festival Ramdam. J'y participe avec mes classes depuis une dizaine d'années en collaboration avec la confédération parascolaire du Hainaut. Le concours a deux volets. Un destiné aux élèves où ils doivent critiquer à chaud un film tenu secret. Et un second, destiné aux journalistes, critiques de cinéma, etc. Et cette année, alors que j'y allais avec mes élèves de 6^e et 7^e, ils m'ont demandé : 'et vous madame, vous participez ?'. Je me suis laissé convaincre, j'ai réalisé ma critique du film 'Paradise is burning' et j'ai eu le bonheur de gagner le premier prix ! Un premier prix qui m'envoie pour une semaine à la 50^e édition du Festival du Cinéma Américain de Deauville. Et tout ça grâce à mes élèves ! Au-delà de la récompense, ça symbolise tout ce qui me plaît dans l'enseignement : cette partie de non calculé qui peut surgir à tout moment et qui nous apporte énormément à tous. »



MON ANNÉE

Au début et à la fin de l'année, je suis... :

« Avide de rencontres, de découvrir quels élèves je vais avoir dans ma classe en tant que personnes mais sans me la jouer psy pour autant. Car mon métier consiste à les aider à évoluer, à développer leur propre projet. Ce qui pour moi doit aussi passer par la rencontre humaine. »

À la fin de l'année je suis... :

« Je pense qu'il y a une forme de soulagement. Car être prof, c'est un métier fatigant, surtout au vu de mon approche du métier. Pour moi, il est fondamental de pouvoir s'adapter aux besoins de mes classes et de mes élèves. Ce qui signifie que j'ai toujours un fil conducteur préparé à l'avance mais qu'il y a aussi une large place pour de l'improvisation. Ensuite, la fin de l'année, c'est aussi un moment instructif car je demande à mes élèves d'effectuer une critique positive et négative sur le cours. Ce qui me permet de savoir ce qui a bien marché ou ce qui peut être amélioré. Enfin, je ressens également comme un sentiment de liberté, une fois que j'arrive à déconnecter complètement. Car je peux alors lire un livre, regarder un film ou autre sans penser à comment je pourrai l'exploiter avec mes élèves. Car quand on est prof, on est prof tout le temps. »

Chaque mois, Entrées Libres part à la rencontre d'un enseignant de notre réseau et lui soumet à son tour un devoir : notre questionnaire de Proust ou plutôt de profs !

La façon d'enseigner d'un(e) de vos collègues vous inspire et vous vous dites qu'il ou elle mériterait d'être plus (re)connu(e), contactez-nous !

redaction@entrees-libres.be

La tour de Babel

Kokopello nous aide à mettre de l'ordre dans le "bazar" européen

DÉBORAH BUEKENHOUDT

Kokopello, alias **Antoine Angé**, nous emmène dans un périple graphique à la fois éducatif et humoristique dans l'Union européenne. Accompagné de son chien Zola, le BD reporter français rend le labyrinthe institutionnel européen accessible et divertissant, grâce à ses dessins vivants. Un duo pétillant rappelant « *Tintin et Milou* » qu'*Entrées libres* a eu la chance de rencontrer pour comprendre l'Europe d'aujourd'hui et ses défis à la veille des élections.

Kokopello, d'où vient votre pseudonyme ?

« Enfant, je lisais les journaux de Mickey. Dans une de ses aventures, Donald Duck se faisait happer par un esprit du sud-ouest, Kokopelli. Son dicton : ne pas prendre la vie trop au sérieux. Ado, je l'ai pris en pseudo MSN, j'ai juste changé en Kokopello. Pour mon premier travail journalistique en tant que dessinateur, je devais avoir un pseudo. Et Kokopello m'est revenu. »

Au départ, vous n'êtes pas du monde de la BD ?

« J'ai fait un master en cinéma audiovisuel. J'ai travaillé pendant 5 ans dans une société de restauration de films anciens. Je me suis nourri de cette culture cinématographique pour ensuite faire de la BD. Plus jeune, c'était déjà une passion. Je caricaturais mes profs pour faire marrer les copains. »

Le BD reportage, comment cela se passe pour vous ?

« Le dessin est un langage universel et reste une passerelle pour communiquer un peu plus facilement. Après il faut beaucoup de patience et insister beaucoup. Avec la BD, on peut ouvrir des portes et parfois on est laissé à la porte des négociations. J'utilise des petits carnets et contrairement aux apparences, je fais très peu de dessins et j'écris beaucoup. Je prends des photos et des vidéos. Ma mémoire visuelle m'aide énormément. Sur l'île de Kos, je ne pouvais pas filmer et photographier dans le camp de migrants. Je faisais des croquis hyper rapides et j'essayais de mémoire de reconstituer ce que j'avais vu. Ma collaboration avec le coloriste, Christian Lerolle, a permis de recréer l'ambiance des lieux. J'ai travaillé énormément sur l'architecture des bâtiments et monuments européens. »

Y a-t-il une rencontre qui vous a marqué ?

« Franz Timmermans, le commissaire européen pour le climat qui parle 7 langues différentes. Il jongle du néerlandais, à l'espagnol, à l'anglais et avec moi, en français sans une seule pointe d'accent. C'est complètement incroyable et impressionnant. »

Êtes-vous devenu un expert dans les institutions européennes ?

« Non et je ne compte pas le devenir. Le fonctionnement global n'est pas si compliqué. C'est important que chacun se saisisse de l'UE pour mieux comprendre les différents enjeux de demain. Cette BD est un premier pas vers une UE plus accessible aux citoyens et par conséquent plus démocratique. »

Vous êtes partis en Ukraine. BD reporter, ce n'est pas sans risque ?

« Non mais je voulais absolument me rendre à Kiev car j'ai commencé la BD avec la question ukrainienne. Une mission parlementaire a accepté que je les accompagne. C'était saisissant, évidemment un peu dangereux car Kiev est sous bombardements russes. On a eu quelques alertes. À l'ouest, on a oublié ce qu'est la guerre grâce à l'UE qui nous protège et qui fait de la coopération entre peuples européens. Mais il y a une guerre sur notre sol. »

Vous mentionnez le manque de transparence, le poids des lobbyistes, le Qatar-gate, l'accueil des migrants.

« En tant que citoyen européen, ce qui m'interpelle, c'est que les intérêts économiques sont d'abord mis en avant.

Il est peut-être temps qu'on revienne aux valeurs originelles qui sont la défense de la démocratie, la liberté de la presse, les droits des femmes et des minorités. Il faut que nous, citoyens européens, on fasse le pas d'aller vers cette UE. »

Auriez-vous un message pour les jeunes belges qui iront voter pour la 1^{re} fois aux élections européennes ?

« Les jeunes s'intéressent à la lutte contre le changement climatique. Mais la Belgique ou la France ne peuvent pas agir seules pour le climat. Le Parlement européen participe à la législation et peut avoir une incidence pour une Europe plus verte, attentive à ses migrations. Une UE qui fait aussi plus attention à l'État de droit, la liberté de la presse. Ce sont des sujets qui parlent aux jeunes. À 27, on a un véritable poids à l'international et on peut vraiment changer la donne. Rien que pour ces différents défis qui nous attendent dans le monde, c'est important qu'ils aillent voter. » ■



CONCOURS



Kokopello,

La tour de Babel,

Dargaud/Seuil, 184p., 23€

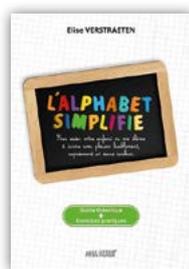
Après avoir infiltré l'Assemblée nationale ("Palais-Bourbon"), Kokopello raconte le grand bazar européen. Accompagné de son chien, Zola, le BD reporter a parcouru huit pays de l'UE et s'est perdu dans les nombreux couloirs de ses institutions.

Commencé à la veille de la guerre en Ukraine, ce reportage drôle et instructif dresse un état des lieux des grands défis qui nous concernent tous : changement climatique, crise de l'énergie et crise agricole, menace d'ingérences étrangères et défi migratoire...

Un livre indispensable, à mettre entre les mains de tous ceux qui s'interrogent encore sur le sens et le fonctionnement de notre Europe.

Pour remporter un exemplaire de « *La tour de Babel* », rendez-vous sur www.entrees-libres.be avant le 04/06.

Les gagnants du mois d'avril sont : Julieanne Aerts, Damien Cabo Catherine Lesoil, Gaëlle Pont, Catherine Oleffe. Bravo à eux!



Élise Verstraeten,

L'alphabet simplifié,

Auto-édité, 156p., 49€

bonne tenue du crayon ainsi que les bons outils à utiliser. Tandis que la partie pratique permet de mettre en pratique les enseignements.

Son approche en tant que graphothérapeute, formatrice et coach scolaire, offre un regard nouveau sur cette compétence fondamentale. Cet ouvrage autoédité mérite l'attention des maisons d'édition pour en faire bénéficier à un plus grand nombre d'enfants et d'enseignants.

AU-DELÀ DE NOS PENSÉES

Léane Beken a 16 ans et est déjà publiée ! « *Au-delà de nos pensées* » est son premier livre, un recueil de poèmes. Un rêve devenu réalité pour cette jeune fille, élève à l'institut Notre-Dame du Sacré Cœur de Beauraing. Novice dans la poésie, Léane a commencé à écrire en 4^e secondaire grâce à sa professeure de français. La poésie est devenue son exutoire sur ce qui la révolte dans le monde et la touche. Ses textes reflètent une gamme d'émotions allant de la tristesse à la colère en passant par la joie et la liberté. Écrire sur ce qui la touche, elle ou ses proches, comme un besoin, une thérapie dans un petit carnet qu'elle emporte partout avec elle. Mise au défi par sa grande sœur Solane de publier ses textes, les éditions « *Les 3 colonnes* » ont été sensibles à son talent. Qui a dit que la poésie ne touchait plus les jeunes ?



Léane Beken,

Au-delà de nos pensées,

Les 3 colonnes, 44p., 11€



Véronique Foz

Le garçon qui voulait être un chat,

Tom PouSSe, 180p., 13€

en groupe, les passions dévorantes pour des sujets spécifiques, et la lutte pour décrypter les émotions d'autrui. C'est aussi l'histoire d'une famille qui se bat pour comprendre et soutenir leur enfant dans un monde qui n'est pas toujours accueillant pour les différences.

Un magnifique plaidoyer pour l'empathie et la compréhension de l'autre. Publié chez Tom PouSSe dans la collection AdoDys qui répond aux besoins des lecteurs en difficulté. Pour les 12-14 ans et bien plus !

L'ALPHABET SIMPLIFIÉ

Élise Verstraeten, institutrice et psychomotricienne, aborde l'apprentissage de l'écriture comme un acte complexe et non inné. Elle met en lumière les défis contemporains de l'écriture à l'ère digitale, rappelle les nombreux prérequis à l'écriture et propose la méthode de l'alphabet simplifié de J. de Ajuriaguerra pour faciliter cet apprentissage.

Éliminer les traits superflus et se concentrer sur les aspects essentiels. Le manuel est conçu pour être utilisé tant par les gauchers que les droitiers, avec des repères visuels intuitifs et des exercices structurés. La partie théorique fournit des bases solides pour comprendre les enjeux de la maîtrise de l'écriture, la posture à adopter, la

LE GARÇON QUI VOULAIT ÊTRE UN CHAT

Ce roman nous plonge dans la vie d'Ilyan, un jeune garçon persuadé d'être un chat, une conviction qui le distingue et l'isole de ses pairs. À travers le prisme du syndrome d'Asperger, Véronique Foz explore les complexités des interactions sociales et la quête d'identité. La relation entre Ilyan et son grand-père, Papijo, est un fil conducteur émouvant du roman. Alors que Papijo perd progressivement la mémoire, Ilyan se lance dans une quête désespérée pour sauver les souvenirs de son grand-père, un combat qui symbolise la force de l'amour familial et la résilience face à l'adversité.

Une fenêtre ouverte sur l'autisme, dépeignant avec justesse les défis quotidiens tels que la difficulté à s'intégrer

LES Bons Plans DU MOIS



DÉMYSTIFIEZ LE VOTE AVEC LE GUIDE D'INFOR JEUNES

Pourquoi voter ? Quand voter ? Pour qui voter ?... Ces questions n'auront plus aucun secret pour le jeune citoyen avec la brochure « Je vote. Tout savoir sur les élections ! », éditée par Infor Jeunes. Cet outil précieux offre une vue complète, simplifiée et actuelle du processus électoral en Belgique et dans l'UE. Les institutions, le sens du vote, les procédures de vote et bien plus encore y sont abordés. Plus qu'un simple guide, c'est un compagnon indispensable pour éclairer, décomplexifier les institutions et encourager l'engagement civique des étudiants. Adapté aussi bien à un usage individuel qu'à des discussions en classe, « Je vote. Tout savoir sur les élections ! » se révèle être un support pédagogique indispensable, incitant à la réflexion et à l'action dans la vie démocratique. Cette ressource n'est pas réservée exclusivement aux jeunes ; elle s'adresse à tous ceux désireux de mieux comprendre le fonctionnement de notre système électoral. Engageons-nous tous à devenir des CRACS en explorant et en partageant cet outil exceptionnel pour l'éducation à la citoyenneté.

Cette brochure est disponible gratuitement sur commande ou peut également être téléchargée via bit.ly/m/infor-jeunes



UN FOLDER POUR RELIER NOTRE QUOTIDIEN ET LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR

“Un bon croquis vaut mieux qu'un long discours.” Cette citation de Napoléon Bonaparte s'applique parfaitement au folder créé par Infor Jeunes Ath. Leur idée ? Vous permettre de découvrir les dimensions de notre quotidien sur lesquels les hommes et les femmes politiques prennent des décisions. Le tout, en les reliant avec les niveaux de pouvoir auxquels se prennent ces décisions. Un bus du TEC ? La compétence est liée à la Région wallonne. Comme l'agriculture, les ponts, les routes et voiries et bien d'autres encore. La presse ? Là, c'est la Communauté française (aussi appelée Fédération Wallonie-Bruxelles) qui se prononce. Par contre, si des questions surviennent quant à l'immatriculation des véhicules, les mariages ou encore la Défense, c'est vers l'État fédéral qu'il faut se tourner. En tout, le folder recense ainsi 61 matières qui façonnent notre quotidien. Infor Jeunes Ath n'oublie pas non plus de s'intéresser à l'Europe en dressant les grandes lignes des matières discutées à ce niveau de pouvoir et qui nous impactent directement.

Les infos : bit.ly/politique-CQuoi

UN DEMOTOUR À BRUXELLES POUR LES FUTURS CITOYENS



Explorez Bruxelles, ses monuments emblématiques et ses institutions démocratiques, d'une manière inédite grâce au musée BELvue et son DEMOtour. Une activité gratuite et autonome de 2-3 heures à vivre avec vos élèves à partir de la 4^e secondaire. Les élèves, répartis par groupe de 4, suivent un itinéraire en extérieur tout en répondant à des questions et en relevant des défis au sujet des institutions belges ou européennes. Ils parcourront des lieux insolites au cœur de la double capitale. Le DEMOtour propose deux parcours distincts : l'un centré sur l'Union européenne et l'autre sur les institutions démocratiques belges. Une fois la réservation effectuée, l'enseignant reçoit un dossier complet avec les instructions nécessaires et un corrigé des questions qui seront posées aux élèves. Chaque groupe devra être muni d'un téléphone portable pour assurer la communication et la sécurité tout au long de l'activité. Ne manquez pas cette expérience enrichissante qui lie l'éducation à la citoyenneté avec la découverte culturelle.

Pour réserver, rendez-vous sur : [DEMOTour à Bruxelles | BELvue](https://www.belvue.be/demotour)



ATOUTS CAMPS

OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES EN VACANCES

En tant que directeur d'école, vous vous demandez peut-être si vous pouvez mettre à profit les infrastructures de votre établissement pendant les vacances scolaires. La réponse est oui, et cela peut présenter de nombreux avantages tant pour l'école que pour la communauté : rentrées financières, présence et sécurité, subsides à la rénovation, soutien aux activités de jeunesse... L'ASBL Atouts Camps répond aux questions que se posent les directions et PO sur les conditions d'accueil. Depuis une dizaine d'années, en collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, Atouts Camps travaille à étoffer l'offre et la labellisation d'endroits de camp. L'ASBL joue un rôle de soutien, de conseil et d'informations auprès des propriétaires.

Tenté par le processus ? Trouvez plus d'infos sur atouts-camps.be



VERDICT, LE JEU QUI VOUS DIT TOUT SUR LES DROITS DES MINEUR(ES)

« Connaître ses droits est essentiel pour les faire respecter, c'est pourquoi cette plateforme et ce jeu : 'Verdict' est là pour t'informer et te guider ! ». Défense des Enfants International-Belgique (DEI-Belgique) vous propose de vous immerger dans un jeu en ligne qui vous permettra de presque tout savoir sur le déroulement du système de justice des mineur(e)s en Belgique. L'idée originale de cette plateforme ? Elle vous propose de suivre Léo pendant son parcours en justice, depuis le commissariat jusqu'au passage devant le juge. Ensuite, on rembobine et le jeu vous propose de vous mettre cette fois dans la peau des différents acteurs que Léo est amené à rencontrer. Ludique, immersif et pédagogique !

Le gros plus de ce jeu déjà bien complet : les nombreuses ressources disponibles sur la plateforme, mais aussi la possibilité de prolonger l'activité en classe via un atelier gratuit de 3h dédié à l'organisation de jeux de rôle, de quizz, de débats ou encore d'un procès fictif.

Pour en savoir plus : verdict-jeu.be

Des contes immersifs à l'Abbaye des Dunes

Quoi de mieux, quand la météo le permet, que de mêler excursion scolaire à la mer, visite culturelle et/ou linguistique. C'est en tout cas ce que vous propose l'Abbaye des Dunes de Coxyde. Outre la visite de l'Abbaye en tant que telle et sa riche histoire, le site vous propose une expérience immersive sous la forme de contes visuels sur le thème « *Au temps où les animaux parlaient* ». Deux contes y sont disponibles en français pour un total de 8 histoires en tout. Plus d'infos : bit.ly/animauxparlent

Fabrique ta BD au Brussels Museum

Si beaucoup de vos élèves ont déjà probablement lu des bandes dessinées, peu savent en revanche comment on les fabrique. Avec l'exposition Fabrika BD, le centre belge et le musée de la BD vous emmènent dans l'envers du décor des scénarios, phylactères et autres dessins qui façonnent le 9^e art. Le gros plus de l'expo ? Elle est interactive et permettra à tout visiteur de participer au processus de création d'une BD ! Les infos via : bit.ly/fabrikaBD

Une expo sur les dommages de la Seconde Guerre mondiale

À l'occasion du 80^e anniversaire de la Libération, le Mons Memorial Museum et les archives de l'État vous proposent une exposition sur les « dommages de guerre » causés par la Seconde Guerre mondiale. Vous pourrez y découvrir des documents qui témoignent de l'ampleur des destructions dans cinq villes du Hainaut : Charleroi, Mons, La Louvière, Saint-Ghislain et Tournai. Toutes les infos via : bit.ly/Dommage2guerre

Leçon de gourmandise au Belgian Chocolate Village

Vivez une expérience unique où vos papilles sont les guides et le chocolat, la matière à étudier. Un rêve possible au Belgian Chocolate Village à Koekelberg. Plus qu'un musée, c'est une plongée sensorielle dans l'univers du chocolat : visite interactive, serre tropicale, expositions. Découvrez les secrets des maîtres chocolatiers, la fabrication et évidemment la dégustation du chocolat. Les élèves pourront troquer leurs crayons contre des cuillères et prendre des notes... sur des tablettes de chocolat. Prêts pour la leçon ? belgianchocolatevillage.be

Le surréalisme fête ses 100 ans au MRBA

Célébrez le centenaire du surréalisme aux Musées royaux des Beaux-Arts de Bruxelles en découvrant « *Imagine !* ». Un siècle de surréalisme s'éveille, invitant à un voyage à travers une perspective symboliste de plus de 130 œuvres d'art. Dalí, Miró, Ernst et les maîtres vous attendent pour émouvoir et inspirer jusqu'au 21 juillet 2024. Plus d'infos : bit.ly/FAM-Imagine

Zazie dans le métro, l'audace incarnée

Le théâtre « *Le Public* » à Saint-Josse accueille en ce mois de juin, le spectacle « *Zazie !* » d'après le roman « *Zazie dans le métro* » de Raymond Queneau. Suivez une mouffette de 12 ans dans un Paris revisité, où chaque coin de rue devient un jeu. Entre rêverie et réalité, ce spectacle décoiffant questionne identité et genre avec humour et poésie. Un rendez-vous intergénérationnel à ne pas manquer à partir de 10 ans du 28 mai au 29 juin 2024 ! Réservation : bit.ly/zazizDLM



Une parenthèse (in)attendue

PIERRE HENRY ET FRANÇOIS TOLLET

Dans le cadre de son désormais traditionnel séminaire résidentiel, la Direction de l'enseignement supérieur du SeGEC a proposé, à l'attention des collèges de direction des 7 Hautes écoles et 6 écoles supérieures des Arts du réseau, « une parenthèse (in)attendue » de réflexions positives, de redécouverte de soi et de bien-être. Animées par Philippe Halin et Isabelle Arimont, respectivement fondateur et formatrice à l'Enneagram Institute, ces deux journées avaient pour objectif de sortir du flux quotidien en construisant des réflexions positives au regard du contexte global actuel. Tour d'horizon des différentes interventions menées.

« Des arbres qui marchent. Vers où et vers qui ? Changer de regard face à un monde qui bascule »

Pierre-Paul Renders, philosophe, réalisateur et enseignant à l'IAD, nous a partagé différents épisodes de sa série « *Les arbres qui marchent* ». Celle-ci propose un parcours de réflexion sur des modes de pensée et d'émotion dans un monde qui bascule. La richesse des échanges a mobilisé nos ressources intérieures pour un cheminement serein et collectif.

« Résilience, robustesse, anti-fragilité, ou encore intelligence ? Quelques réflexions et propositions pour faire face à l'imprévisible de demain...et d'aujourd'hui »

François Chamaraux, biophysicien et pianiste passionné, nous a orientés vers des postures pour vivre plus adéquatement le présent tout en préservant le futur. Il nous a incité à rendre le monde plus agréable à vivre, à s'interroger sur la pertinence et les limites des concepts de robustesse, de flexibilité, de résilience et d'anti-fragilité. Nous avons ensuite pu envisager leurs liens avec l'enseignement supérieur, le développement des compétences chez les jeunes et la formation de citoyens responsables.

« Utopies et retour au présent. Ouvrir le champ des possibles dans le contexte de l'Anthropocène ? »

Sébastien Laoureux, directeur du département de Philosophie à l'UNamur, a proposé d'explorer les alternatives au progressisme et aux théories de l'effondrement pour envisager le concept contemporain d'utopies. Il a explicité comment celles-ci pourraient contribuer à réinventer le présent ou le sens de l'histoire afin de trouver ensemble comment conceptualiser et vivre collectivement des solutions sociétales plus optimistes. Enfin, il a envisagé leurs rapports avec le paradigme du capitalisme dominant.

Quatre ateliers ont enrichi la deuxième journée.

Philippe Halin et Isabelle Arimont nous ont sensibilisé à une robustesse personnelle plus présente dans le corps, le cœur et la tête. Un atelier, animé par Donatienne Dufour, concernait la gestion des émotions et la reprogrammation mentale. Ensuite, Valérie van Nitsen nous a initiés à l'approche de la pleine conscience afin de se reconnecter à soi. Enfin, Kim Billiau nous a fait découvrir la théorie de l'ikigai.

Le séminaire a permis un cheminement à la fois personnel et collectif. Au travers de chacune des animations, nous avons pu appréhender diverses façons de réconcilier et rassembler le corps, le cœur et la tête et de traverser les émotions. Nous repartons munis de ressources supplémentaires pour oser plus d'improvisation, mettre davantage de côté la performance pour devenir plus robuste et plus souple, pour augmenter notre qualité de vie en éliminant, le plus souvent, les pensées négatives tout en se redirigeant vers des modèles alternatifs plus créatifs et plus adéquats. ■

Un regard philosophique sur l'éducation scolaire à la citoyenneté

MARIE-EVE CARTON-DELCOURT

Alors que la scène internationale, mais également belge, est marquée par une actualité citoyenne et politique en pleine mutation – conflits, montée des nationalismes – la thèse de Jean-Paul Niyigena nous invite à porter un regard philosophique sur l'éducation à la citoyenneté à l'école. Sa démarche s'ancre autour d'une déconstruction de l'éducation à la citoyenneté ayant mené au génocide rwandais et évolue vers des considérations plus macroscopiques.

Trente ans après ce dramatique événement, l'analyse de ce conflit est loin d'être terminée. C'est en se questionnant sur le rôle joué par l'éducation scolaire dans le massacre rwandais que Jean-Paul Niyigena débute sa recherche autour de l'éducation à la citoyenneté en contexte scolaire. Sa thèse, intitulée "*Vers une éducation scolaire à la citoyenneté décloisonnée et autocritique*". Réflexions à partir du nationalisme, du républicanisme et du libéralisme contemporains, postulent que l'éducation à la citoyenneté par le système scolaire reflète les considérations politiques des détenteurs du pouvoir : ces derniers insufflent donc des valeurs à la population au travers des choix pédagogiques et organisationnels d'école... pour le meilleur et pour le pire.

Monsieur Niyigena cherche à explorer les finalités et modalités de la mise en œuvre d'une éducation scolaire à la citoyenneté dans les régimes rwandais, belge francophone et français. Trois courants philosophiques contemporains sont portés sous le prisme de son analyse : le nationalisme, le républicanisme et le libéralisme. L'auteur de la thèse invite à privilégier une éducation scolaire à la citoyenneté « *décloisonnée et autocritique* » en vue de pouvoir former des citoyens « *autonomes et empathiques* ». Le contenu de la thèse ne sera pas plus dévoilé dans ces lignes mais il s'agit là d'une occasion pour nous, acteurs directs ou indirects de l'enseignement, de se questionner sur ce que nous désirons mettre en œuvre pour les générations futures.

L'enseignement, c'est effleurer du bout des doigts l'avenir, c'est goûter subtile-



©drobotdean

ment au voyage dans le temps en bâtissant des parcours d'apprentissage pour un devenir que l'on estime souhaitable. Si en Belgique nous nous questionnons sur des réalités concrètes, quasi compétitives, ne devrions-nous pas, avant tout, en revenir aux fondements, c'est-à-dire à la réaffirmation d'une éducation à la citoyenneté libérée des considérations politiques ? Ne s'agirait-il pas plutôt de chercher à tendre vers un fondamental bien commun à tous, et ce malgré les obstacles organisationnels ?

Tandis que les élections se profilent avec des enjeux qui ne manqueront pas d'intéresser le secteur de l'éducation, puissent les politiques laisser aux enseignants la liberté d'éduquer leurs élèves à l'esprit critique et à la conscientisation citoyenne. Puissent ces mêmes politiques préserver la possibilité des écoles à s'inscrire dans un état de droit démocratique proclamé par la Constitution belge et qui entérine la Liberté dans toutes ses dimensions. ■

Jean-Paul Niyigena est investi dans la culture et l'éducation au sein de plusieurs structures : Haute école Léonard de Vinci, Lumen Vitae, Dicastère pour la culture et l'éducation, Université catholique du Rwanda, UCLouvain, Pacte Éducatif Africain et Fondation Internationale Religions et Sociétés. Déjà titulaire d'un doctorat en théologie à l'UCLouvain, Monsieur Niyigena y a récemment obtenu le titre de docteur en philosophie.

